



AVIS DE DEMANDE DE PROPOSITIONS DE SERVICES N°005/2019-PNUD

Date : 09 Mai 2019

Recrutement d'un Consultant (e) National (e) en étude de la prise en compte du genre dans la Gouvernance Sécuritaire au Burkina Faso.

Pays : Burkina Faso

Durée de réalisation : 1 mois 15 jours

Lieu d'affectation : Ouagadougou, avec missions au nord du pays

Votre soumission devra être déposée à l'adresse suivante :

Programme des Nations Unies pour le développement

Secrétariat des opérations du PNUD, 4ième étage, porte 417

Immeuble des Nations Unies, Koulouba

(Secteur 4) 01 BP 575 Ouagadougou 01 – Burkina Faso

Téléphone : (226) 25.30.67.62/63.64

Par email : offres.burkina@undp.org

Au plus tard : **20 mai 2019 à 12 h**

Les propositions, adressées au Directeur Pays Adjoint/ Opérations, doivent être déposées sous pli fermé

A l'adresse ci-dessus, avec la mention « **DPS N°005/2019-PNUD : recrutement d'un Consultant (e) National (e) en étude de la prise en compte du genre dans la Gouvernance Sécuritaire au Burkina Faso.**

Les termes de références sont disponibles sur le site du PNUD Burkina à l'adresse : http://www.bf.undp.org/content/burkina_faso/fr/home/operations/procurement.html

La proposition technique devra comprendre : Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée, une note de compréhension des tdrs, la méthodologie d'intervention ainsi que le programme de travail de la consultance, un curriculum vitae incluant au moins deux (02) références (inclure les adresses emails) et un formulaire P11, disponible sur le site du PNUD Burkina.

La proposition financière sous forme de montant forfaitaire incluant les honoraires du consultant (détaillant le montant des indemnités journalières (s'il y a lieu), le nombre de jours de travail prévus et les frais divers.

Les propositions technique et financière doivent être soumises dans des enveloppes séparées. Les demandes de clarifications devront être transmises uniquement par écrit à l'adresse suivante : procurement.burkina@undp.org

Mission

L'objectif général est de réaliser une étude sur la prise en compte du genre de la gouvernance sécuritaire au Burkina Faso.

De manière spécifique, il s'agira de :

- Analyser le niveau de prise en compte de la dimension genre dans le cadre légal et politique qui régit le secteur de la sécurité et la justice.
- Analyser le niveau de prise en compte de la dimension genre dans les forces de défense, de sécurité et justice à savoir la représentativité des femmes à tous les niveaux y compris dans les régions (recrutements, effectifs, grades, répartition géographique, etc.) ;
- Analyser la participation des jeunes et des femmes dans la gouvernance sécuritaire ;
- Relever les difficultés de mise en œuvre des différents textes et des politiques relatives à la prise en compte du genre dans le secteur de la sécurité ;
- Formuler des propositions d'axes de réformes ;
- Elaborer un plan de mise en œuvre des recommandations, y compris les actions de la Plateforme OSC/RGSS en lien avec la réforme de la gouvernance sécuritaire au Burkina.

Résultats attendus

- 1- Le niveau de prise en compte de la dimension genre dans le cadre légal et politique qui régit le secteur de la sécurité et de la justice est connu ;
- 2- Le niveau de prise en compte du genre dans les forces de défense, de sécurité et de justice est connu ;
- 3- Le niveau de participation des jeunes et des femmes dans la gouvernance sécuritaire est analysé et connu ;
- 4- Les difficultés de mises en œuvre des différents textes et des politiques relatifs à la prise en compte du genre dans le secteur de la sécurité sont relevées ;
- 5- Des recommandations et des propositions d'axe de réformes à l'endroit des différentes institutions de sécurité et justice sont formulées ;

- 6- Des recommandations et des propositions d'axe de réformes à l'endroit de l'exécutif et du législatif sont formulées ;
- 7- Des recommandations et un plan de travail pour la mise en œuvre de ces recommandations à l'endroit de la Plateforme OSC/RGSS sont formulées ;

Méthodologie

Un/e consultant/e national/e sera recruté/e pour la réalisation de cette étude.

Durant la procédure de soumission de l'offre, le/a consultant/e sera invité/e à proposer une méthodologie de recherche (y compris les outils) et d'analyse pour mener l'étude.

Le/ a consultant/e fournira un rapport intermédiaire sur la base des études documentaires 15 jours après le lancement de l'étude

Supervision

La Plateforme OSC/RGSS en collaboration avec le PNUD et le NDI élaborera les modalités de réalisation et de supervision de cette étude.

Période de mise en œuvre

La présente prestation démarrera en mi-avril et se terminera en fin mai, mais devra être disponible au plus tard le 15 juin 2019.

Rapport

Le draft de rapport d'étude devra être soumis au plus tard le 15 juin. Le consultant après validation du rapport sera tenu d'animer un atelier de restitution d'une demi-journée à l'endroit des membres de la plateforme, du PNUD, du NDI et d'autres partenaires. Les recommandations pertinentes issues de cet atelier devront être prises en compte dans le rapport final de l'étude.

Profil du/de la consultant/e

Titulaire d'un diplôme de deuxième cycle (Master) au moins en Droit, sciences politiques, relations internationales et/ou autres sciences sociales ou d'une formation supérieure (police, gendarmerie, armée, justice).

Il/Elle doit :

- démontrer une bonne connaissance des questions relatives à la gouvernance du secteur de la sécurité et de la justice au Burkina Faso et les principes internationaux notamment des Nations Unies, de la CEDEAO et de l'Union Africaine ;
- démontrer une connaissance du cadre institutionnel législatif et réglementaire en matière de sécurité et de justice au Burkina Faso ;

- démontrer une expérience dans la promotion de la problématique genre, faisant appel à de solides compétences de rédaction de rapports ;
- démontrer une expérience avérée dans la recherche, l'analyse des documents ;
- attester d'une expérience dans l'étude des systèmes juridiques, des politiques ;
- avoir une expérience pratique du droit d'au moins 5 ans dans le domaine des droits humains.

Compétences et aptitudes

- o Bonne capacité de facilitation des groupes de discussion.
- o Excellente capacité de synthèse et de rédaction des documents.
- o Bonne aptitude à gérer une équipe et respecter les délais.

Langues requises

- o Excellente maîtrise du français.

Charge de travail : 1 mois 15 jours.

Seuls les consultants ayant obtenu une note technique d'au moins 70 points/100, verront leurs offres financières ouvertes. Cette note technique sera pondérée à 70%.

Laouali Sanou
Directeur Pays Adjoint / Opérations a.i

Signature :



Date :

9/5/2019